



CENTRE FRANÇAIS SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT



**TRANSFORMATIONS AGRAIRES
ET MOBILITÉS DE LA MAIN D'ŒUVRE
DANS LA RÉGION NORD ANDINE DE L'ÉQUATEUR**

LE CHAU, Jean PAPAIL



**CENTRE FRANCAIS SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT
(CEPED)**

Groupement d'Intérêt Scientifique EHESS-INED-INSEE-ORSTOM-Paris VI

**TRANSFORMATIONS AGRAIRES
ET MOBILITES DE LA MAIN D'OEUVRE
DANS LA REGION NORD ANDINE DE L'EQUATEUR**

LE CHAU *, Jean PAPAIL **

LES DOSSIERS DU CEPED N° 8

PARIS, OCTOBRE 1989

(*) Economiste ORSTOM, BP 2528, Bamako (Mali)

(**) Démographe ORSTOM, 213 rue La Fayette, 75480 Paris cedex 10

Directeur de la publication : Francis GENDREAU

Comité de rédaction: Patrick GUBRY, responsable de la collection

Thérèse LOCOH

Jacques VERON

Ce numéro a été dactylographié et mis en forme par l'auteur

Copyright CEPED 1989

ISBN 2-87762-009-3

ISSN 0993-6165

RESUME

Si le processus de modernisation de l'agriculture et la réforme agraire entamés durant les années soixante ont libéré une partie de la main d'oeuvre agricole de la région Nord andine de l'Equateur, la mobilisation de celle-ci à destination des centres urbains ne s'est accentuée qu'avec le déclin des activités de l'industrie manufacturière des aires rurales qui permettaient auparavant à une large fraction de cette main d'oeuvre de se reconverter sur leurs lieux de résidence. L'insertion professionnelle de ces migrants dans les économies urbaines se réalisait grâce à l'expansion continue du secteur public et à l'existence de branches d'activités de transition. La dégradation de la situation économique entraînerait actuellement une modification sensible du système de ces modes de mobilité.

MOTS-CLES : EQUATEUR - DEMOGRAPHIE - MIGRATION - CROISSANCE URBAIN - MOBILITE - BRANCHE D'ACTIVITE - CRISE AGRAIRE -MAIN D'OEUVRE - INSERTION URBAIN

SUMMARY

AGRARIAN TRANSFORMATIONS AND LABOUR FORCE MOBILITIES IN ECUADOR'S NORTH ANDEAN REGION.

The modernization of farming and the agrarian reform initiated during the 1960s liberated part of the agricultural labour force in Ecuador's North Andean region. However, migration of these workers to the urban centres only gained momentum when the rural manufacturing industries which had provided alternative employment for a large proportion of them started to decline. The occupational integration of these migrants in the urban economies was achieved by the continuous expansion of the public sector and the existence of transition activities. The present deterioration of the economic situation is having considerable impact on this urban-rural mobility.

KEY-WORDS : ECUADOR - DEMOGRAPHY - MIGRATION - URBAN GROWTH - MOBILITY - ACTIVITY BRANCH - AGRARIAN CRISIS - LABOUR FORCE - URBAN INTEGRATION

RESUMEN

TRANSFORMACIONES AGRARIAS Y MOVILIDADES DE LA MANO DE OBRA EN LA REGION NORTE DE LA SIERRA ECUATORIANA.

El proceso de modernización de la agricultura y la reforma agraria, iniciados durante los años sesenta, liberaron una parte de la mano de obra agrícola de la región. La movilización de esta hacia los centros urbanos se vio incrementado por la reducción de las actividades de la industria manufacturera en las áreas rurales. Estas actividades permitían antes a una fracción amplia de la mano de obra agrícola reconvertirse en sus lugares de origen. La inserción profesional de estos migrantes en la economía urbana se realizaba gracias a la expansión continua del sector público y a la existencia de actividades de transición. La degradación de la situación económica general posiblemente acarrearía actualmente una modificación sensible de las modalidades de movilidad.

PALABRAS CLAVES : ECUADOR - DEMOGRAFIA - MIGRACION - CRECIMIENTO URBANO - MOVILIDAD - RAMA DE ACTIVIDAD - CRIISIS AGRARIA - MANO DE OBRA - INSERCIÓN URBANA

INTRODUCTION

En Equateur comme dans bien d'autres pays andins, l'exode rural est le produit des transformations agraires. Ce sont les deux aspects d'un même phénomène : la crise rurale. Le modèle agro-exportateur (cycles du cacao entre 1885 et 1920 et de la banane entre 1948 et 1968) était le principal agent de la croissance économique du pays jusqu'à l'exportation du pétrole à partir de 1972, qui permit le développement d'une industrie de substitution aux importations.

Malgré l'importance croissante des ressources pétrolières et le développement du secteur secondaire, le pays reste encore largement agricole. L'agriculture occupe plus du tiers de la population active, participe à 21 % du PIB en 1984 et surtout fournit la majeure partie des aliments de base. Une crise de l'agriculture signifie donc un appauvrissement pour la grande masse des Equatoriens et surtout pour la petite paysannerie qui alimente le marché interne. Les transformations agraires qui se sont opérées à partir du début des années soixante avec la réforme agraire et la politique de modernisation ont concouru au développement de la mobilité de la main d'oeuvre d'origine rurale.

Cependant les mouvements migratoires dans les Andes équatoriennes ne présentent pas ce caractère massif que l'on peut souvent observer ailleurs, et qui se traduit en particulier par une croissance excessive des aires urbaines, surtout métropolitaines. L'analyse de ces flux permet d'avancer un certain nombre d'hypothèses sur leur développement actuel, et leur effet sur la croissance urbaine dans le contexte d'aggravation de la crise économique à laquelle est confronté le pays.

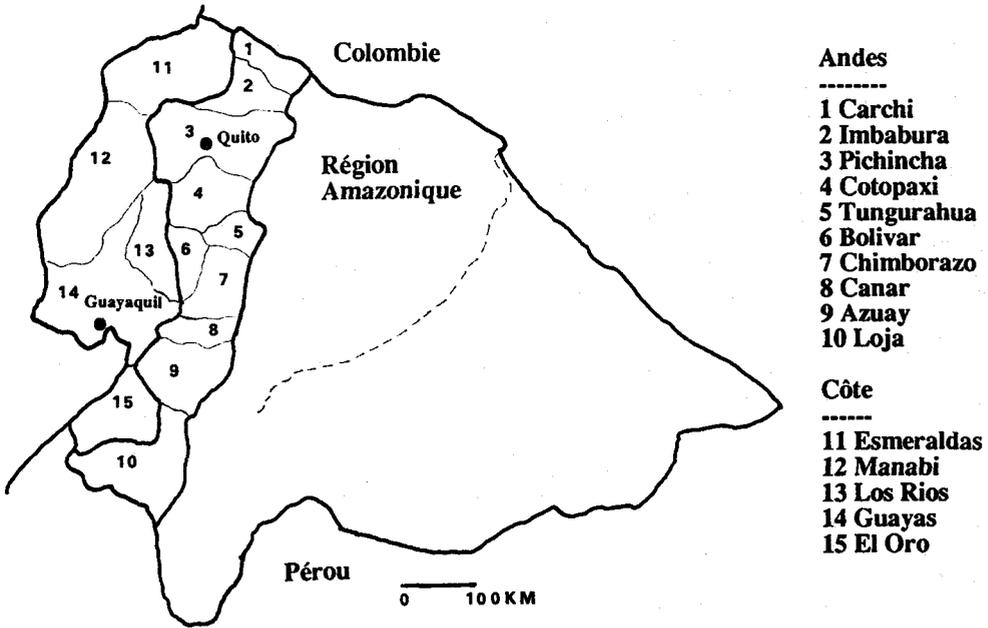
Une utilisation peu explicite des catégories de résidence dans le recensement de 1982 semble avoir rendu incohérent le système des flux de population et de la croissance des aires urbaines et rurales. A partir d'une étude réalisée dans la région Nord andine¹, circonscrite aux provinces de l'Imbabura et du Carchi, centrée sur la ville d'Ibarra, entre Quito et la frontière colombienne, nous nous sommes proposés de présenter une autre lecture de ces mouvements, différente de celle à laquelle donne lieu l'analyse des résultats publiés des recensements.

Pour tenter de mettre en évidence les fonctions qu'occupent dans ce système migratoire certaines branches d'activité, nous avons utilisé deux sources de données complémentaires :

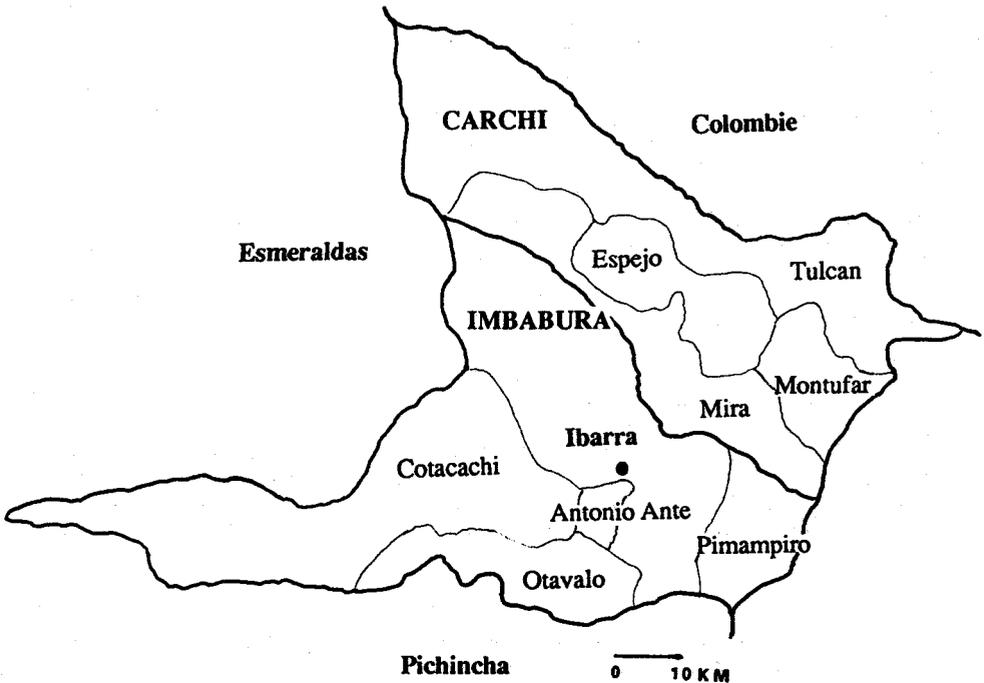
- D'une part le recensement de 1982 dont la réexploitation s'avérait nécessaire pour obtenir des informations désagrégées tant au niveau spatial que sur les activités des migrants en milieu urbain²
- D'autre part des biographies migratoires et professionnelles d'un échantillon d'immigrants à Ibarra³, qui donnent une dimension historique aux transformations subies par les modes de mobilité des individus s'installant dans la capitale régionale.

-
- (1) "Migraciones y empleos en la region Norte del Ecuador", qui constituait l'un des volets du projet "Etudes de base pour la régionalisation du développement agricole" mené dans le cadre d'une convention ORSTOM-PRONAREG au Ministère de l'agriculture équatorien de 1985 à 1987.
 - (2) Dans les publications du recensement n'existent que des matrices origines-destinations au niveau des aires rurales et urbaines provinciales. Aucune information ne discrimine les migrants par sexe ou activité.
 - (3) Ces biographies concernent un échantillon de 714 chefs de ménage masculins, non représentatif de l'ensemble des immigrants de la ville, mais reflétant bien à notre sens l'immigration provenant des aires rurales des deux provinces. Elles constituaient un module du questionnaire migrations-emplois qui a été appliqué en 1986 à 804 ménages dans un quartier de la ville. Elles se réfèrent donc exclusivement aux individus dont le parcours migratoire initié en quasi totalité dans les aires rurales a abouti à Ibarra.

Carte 1 : Division provinciale des régions andine et côtière de l'Equateur



Carte 2 : Division administrative cantonale des provinces de l'Imbabura et du Carchi en 1982



Les transformations agraires et la politique de modernisation agricole.

Les réformes agraires de 1964 et 1973 entreprises sur la base des recommandations de la charte de Punta Del Este (1961) n'avaient pour objectifs ni la distribution équitable des terres, ni le développement de la production paysanne. Les grands objectifs de ces réformes et ceux de la politique agricole ont été :

- Dans le domaine politique, rétablir l'équilibre social dans les campagnes, ébranlé par le courant de révoltes issues des revendications des huasipungueros⁴ qui s'est développé à la fin des années cinquante.
- Sur le plan socio-économique, abolir les rapports serviles dans les latifundios extensifs (système du huasipungo), et moderniser la production de rente des haciendas qui disposaient de conditions naturelles favorables et d'une certaine capacité financière. Ce sont précisément ces deux actions qui ont créé une nouvelle situation de l'emploi et du travail productif dans les campagnes, accroissant la mobilité de la paysannerie ex servile et des producteurs parcellaires.
- En complément de cette politique de modernisation qui était mise en oeuvre surtout dans la région andine, réactiver le secteur agro-exportateur et les cultures de rente par la création de complexes agro-industriels de palmiers à huile, et de fruits tropicaux dans la région amazonienne, et par la culture technifiée sur la côte (banane, maïs, soja, riz...). Ces actions ont donné lieu à la transnationalisation d'une grande partie de la production de ces denrées.
- Intensifier le mouvement de colonisation de la région amazonienne par l'installation de familles paysannes provenant essentiellement de la région andine.

L'abolition du Huasipungo et la politique de modernisation agricole s'articulaient autour de trois mesures principales :

- Rationalisation du travail productif par la spécialisation des travailleurs dès lors salariés et affectés à des tâches déterminées. La réduction de la main d'oeuvre "à tout faire" ainsi que la suppression des charges assumées antérieurement par le latifundiaire pour reproduire la force de travail servile font partie de cette rationalisation de l'entreprise agricole.
- Mise en place d'un système de gestion d'entreprise par comptabilité analytique permettant des calculs de rentabilité des ressources, des moyens de production et de la main d'oeuvre salariée.
- Optimisation de l'exploitation des ressources agricoles (terre, eau, végétation), qui permet de réduire les surfaces exploitées par la mécanisation, la technification et l'emploi intensif d'engrais et de produits phyto-sanitaires. Dans la région Nord andine, des haciendas ont ainsi réduit leurs superficies mises en culture de 90 % tout en accroissant leur production grâce à ces investissements. Au lieu des centaines d'hectares de l'ancienne hacienda extensive, l'entreprise se concentre sur une cinquantaine d'hectares regroupant les meilleures terres qui sont exploitées de façon intensive, le reste de la superficie servant aux jachères pour les rotations et à la distribution de terres aux huasipungueros qu'impose la loi de réforme agraire. C'est la politique bien connue des "enclosures" anglaises au 17^e siècle. La rationalisation du travail et l'optimisation de l'exploitation des ressources se traduisent par une réduction de la main d'oeuvre agricole occupée et une précarisation des ressources des groupes familiaux paysans dont la mobilité s'est alors accrue.

Les ex-huasipungueros sont devenus des paysans "libres" disposant d'une petite parcelle de mauvaise terre. Certains d'entre eux sont employés comme journaliers par l'entreprise agricole, mais le travail temporaire des membres de leur famille s'y trouve fortement réduit. Ils ne bénéficient plus des quelques avantages distribués par les anciens latifundiaires : accès aux points d'eau, aux pâturages naturels et à la coupe du bois de chauffe. L'ancien équilibre assuré par le système servile des haciendas se trouve donc rompu sans être remplacé par un nouvel équilibre. Cette rupture se situe dans une phase de la crise rurale marquée par :

(4) Le système huasipunguero est un système de production de type féodal liant le travailleur (huasipungo) au propriétaire terrien (hacendado).

- Une forte pression démographique face à la rareté de l'emploi dans les localités rurales. Durant les vingt premières années de la réforme agraire la pression démographique s'est accentuée aussi bien dans les coopératives et les organisations associatives rurales que parmi la paysannerie minifundiste. Nombre de coopératives sont contraintes d'attribuer davantage de parcelles individuelles à leurs membres, réduisant ainsi les superficies collectives.

- L'appauvrissement général de la paysannerie productrice d'aliments de base à l'exception des éleveurs de vaches laitières et des riziculteurs. Entre 1974 et 1984 la régression du revenu réel per capita parmi les familles paysannes minifundistes serait de 3,2 % par an dans la région andine (Le Chau, 1986). Cette détérioration du revenu réel se traduit par le développement de stratégies de survie consistant en l'obtention de revenus extra-agricoles par la migration pendulaire de certains membres du groupe familial et par l'accroissement de la mobilité sous ses différentes formes. Selon une étude récente (L. Martinez, 1985), 61,4 % des familles paysannes andines ont des revenus extra-agricoles, tandis que le travail productif dans l'agriculture comme activité principale n'occupe plus que 51,6 % de ces familles.

L'émigration des paysans minifundistes a des conséquences macro-économiques graves qui s'expriment dans la décroissance de la production d'aliments de base per capita entre 1970 et 1980 de 3,4 % par an (légumineuses -4,3 %, tubercules -2,8 %, produits maraîchers -2,6 %), comme des superficies consacrées à la production de ces aliments (- 4 % par an) (FAO-CEPAL, 1985).

Les importations alimentaires ont en conséquence augmenté de 12,9 % par an entre 1968 et 1983, ce qui représente près de cinq fois le taux d'expansion démographique. La crise financière apparue en 1982, en réduisant les capacités d'importation, a provoqué la crise alimentaire des années récentes. Nombre de migrants qui, de producteurs d'aliments de base deviennent exclusivement des consommateurs urbains, contribuent à la hausse des prix à la consommation et confortent ainsi une situation paradoxale se caractérisant par une paupérisation continue des petits producteurs et une dégradation de la situation alimentaire urbaine.

Les transformations importantes subies par le secteur primaire durant ces vingt dernières années ne se sont cependant pas traduites par un exode rural massif vers les aires urbaines comme on aurait pu le présager. D'autres branches d'activité participèrent conjoncturellement aux mouvements de main d'oeuvre impulsés par la réforme agraire.

Populations urbaines de fait et de résidence habituelle.

Est considérée comme aire urbaine dans le recensement équatorien tout chef lieu de canton. Cette définition administrative qui n'intègre pas le critère de taille de la population accroît le degré d'hétérogénéité des ensembles urbains et ruraux : des villages d'environ un millier d'habitants appartiennent à l'univers urbain tandis que des localités de 5 à 10000 habitants sont agrégées aux aires rurales. Si ces inconvénients auxquels s'ajoute l'extension de l'aire urbaine par création épisodique de nouveaux cantons ne sont pas très gênants pour l'analyse de la croissance urbaine⁵, il n'en va pas de même en ce qui concerne les modifications apportées aux limites administratives des villes entre deux recensements successifs, qui sont rarement prises en compte dans les analyses. Dans le cas de la ville d'Ibarra par exemple, on peut mesurer l'importance de l'écart entre le taux de croissance apparent (calculé à partir des résultats des recensements) et celui qui est estimé en tenant compte de l'évolution administrative du périmètre urbain (tableau 1).

(5) "Migracion y fuerza de trabajo en el agro serrano ecuatoriano : algunos problemas ligados al uso de los datos censales". Revue Ecuador Debate N°11, 1986, CAAP, Quito.

Tableau 1 : Population en 1982 et taux de croissance annuel, entre 1974 et 1982, de différents ensembles

	Population en 1982 (en milliers)	Taux de croissance 1974-1982 (%)
Ensemble de l'Equateur	8061	2,53
Population urbaine :		
de fait	3968	4,65
de résidence habituelle	4906	
Population urbaine de fait :		
villes de 10000 hab. et plus	3635	4,56
villes de 20000 hab. et plus	3367	4,60
Quito	866	4,54
Guayaquil	1199	4,44
Ibarra (1)	70	3,43
Ibarra (2)	53	3,08
Ibarra (3)	49	2,13

Source : Recensements de 1974 et 1982

(1) Paroisse d'Ibarra

(2) Ville selon les définitions respectives de 1974 et 1982

(3) Ville à définition constante de 1974

Il semble préférable, pour avoir une meilleure approximation de la croissance des populations urbaines d'utiliser les données relatives aux paroisses⁶, dont les limites inamovibles éliminent cet inconvénient, qui pourrait être relativement important pour les petites villes comme l'indique le tableau 2 qui concerne les centres urbains des provinces du Carchi et de l'Imbabura.

Plus sérieuses peuvent être les erreurs d'appréciation sur la nature des flux migratoires, induites par l'examen des écarts constatés entre populations de fait et de résidence habituelle des aires rurales et urbaines, et qui aboutissent souvent à y voir une manifestation de l'ampleur des mouvements pendulaires ou temporaires entre univers urbain et rural, qui apparaîtraient dès lors prédominants dans l'ensemble des flux migratoires.

Si l'on examine les soldes migratoires entre les deux derniers recensements (1974 et 1982) par grands ensembles, en particulier dans la région andine (tableau 3), ceux-ci semblent incompatibles avec le niveau des rythmes de croissance des aires urbaines⁷ tels qu'ils apparaissent dans le tableau 1.

(6) La paroisse est constituée de la ville et de sa périphérie rurale. Dans l'ensemble de la région andine (Quito exclue) la population urbaine de fait représente 66 % de celle des paroisses urbaines.

(7) Ces taux sont calculés sur les populations de fait, le critère "résidence habituelle" n'apparaissant que lors du recensement de 1982.

Tableau 2 : Population de fait en 1982 et taux de croissance annuel des villes et paroisses urbaines (%) de la région Nord andine entre 1974 et 1982

	Paroisses	Taux de croissance	Villes	Taux de croissance
Imbabura				
Ibarra	69948	3,43	53428	3,08
Atuntaqui	14571	1,75	12247	2,54
Cotacachi	10659	0,93	5181	1,01
Otavallo	28826	1,95	17469	3,00
Pimampiro	8158	-0,27	4025	3,46
	-----	-----	-----	-----
<i>Sous-total</i>	132162	2,43	92350	2,88
Reste de la province (rural)	115125			
Carchi				
Tulcan	35760	1,75	30985	2,86
El Angel	5659	0,41	3680	0,06
Mira	5085	0,42	2303	2,39
San Gabriel	18835	0,19	11213	1,31
	-----	-----	-----	-----
<i>Sous-total</i>	65339	1,06	48181	2,23
Reste de la province (rural)	62440			
Ensemble villes et paroisses				
	197501	1,82	140531	2,65

Source : Recensements 1974 et 1982

En fait, la seule possibilité de rendre cohérent l'ensemble de ce système consiste à considérer que les flux ainsi mesurés se réfèrent à des populations paroissiales, tant en ce qui concerne la résidence antérieure ou le lieu de naissance, que le lieu de résidence habituelle; ce qui est somme toute logique vu l'impossibilité dans laquelle se trouve l'individu recensé, dans nombre de cas, de situer précisément sa résidence antérieure au sein du périmètre urbain ou à sa périphérie, sa seule référence valide étant alors constituée par la paroisse, unité administrative de base.

La population urbaine de résidence habituelle représente donc en 1982 la population des paroisses contenant un chef-lieu de canton, c'est à dire constituée de la population urbaine de fait (villes proprement dites au sens du recensement) à laquelle est agrégée la population rurale de fait des périphéries de ces villes. On ne peut donc considérer les écarts entre populations de fait et de résidence habituelle comme un indicateur de l'ampleur des mouvements pendulaires ou temporaires, car ces deux types de population se réfèrent à des unités territoriales différentes. L'ambiguïté de ces définitions dans les publications du recensement de 1982 conduit à surestimer les mouvements inter-urbains comme les taux de croissance des villes.

La compensation des flux dans les échanges de la capitale régionale.

La lecture des tableaux 3 et 4 montre que la majeure partie des mouvements de population dans la région andine sont des mouvements inter-urbains, mais au sens de la définition administrative de l'urbain d'une part (pas de critère de taille), et au sens paroissial d'autre part

(ces flux ne proviennent pas uniquement de villes mais également des périphéries rurales de celles-ci). On remarque en particulier que la composante migratoire de la croissance démographique de la capitale du pays s'alimente en majeure partie de flux provenant des paroisses urbaines de la région andine. Les villes secondaires de cette région captent une partie des courants migratoires issus de leurs propres zones rurales provinciales, mais ces apports nets positifs sont pratiquement annulés par leurs échanges avec le reste des zones rurales du pays (+ 8060).

Tableau 3 : Populations de fait et de résidence habituelle (de droit) en 1982 et soldes migratoires entre 1974 et 1982 de quelques ensembles (en milliers)

	Soldes migratoires 1974-1982	Populations en 1982 de fait	de droit
Quito	+ 138	866	890
Guayaquil	+ 180	1199	
Reste urbain andin	- 90	845	1313
Reste urbain côte	- 118	1012	
Rural andin	- 69	2113	1590
Rural côte	- 66	1774	

Source : Recensements 1974 et 1982

La paroisse d'Ibarra capte une fraction importante des flux de sortie des différentes aires de la région Nord andine qui équilibrent ses propres flux à destination de Quito (schéma 1). Elle ne représente cependant pas une étape migratoire dans des itinéraires initiés dans les aires rurales et aboutissant à Quito, mais plutôt un lieu d'échange de flux, dans la mesure où elle "expulse" nettement plus ses natifs que ses immigrants⁸. Ces derniers remplacent en quelque sorte les émigrants de la paroisse, processus identique au phénomène de substitution qui se déroule dans certaines paroisses rurales de la province d'Imbabura où des immigrants provenant de Colombie et du Carchi "remplacent" les émigrants de celles-ci.

Tableau 4 : Migrants nets cumulés au recensement de 1982 de certaines aires de la région andine

Urbain-Rural intraprovincial	Urbain provincial andin-Ensemble rural du pays	Quito- Urbain andin	Quito- Rural andin
+42650 (1)	+8060 (2)	+147475	+62746

Source : Recensement 1982

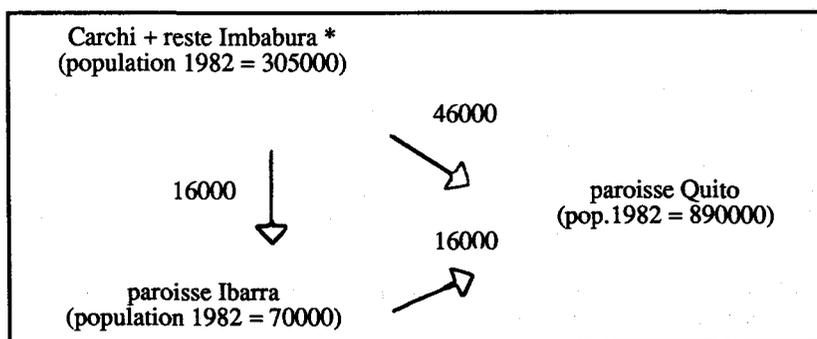
(1) Somme des soldes (lieux de naissance - lieux de résidence habituelle) entre aires urbaines et rurales de chaque province

(2) Somme des soldes des aires urbaines de chaque province avec l'ensemble des aires rurales du pays, sans le Pichincha(Quito)

(8) Le nombre de natifs et de non natifs de la paroisse d'Ibarra recensés à Quito, rapporté aux mêmes catégories recensées à Ibarra s'élèvent respectivement à 28,4 % et 11,9 %.

La composition des flux d'immigration à Ibarra fait ressortir la forte féminisation des courants migratoires notamment ceux issus des aires rurales⁹. Les rapports de masculinité entre 15 et 35 ans, de la population immigrante provenant du reste de la province de l'Imbabura et de celle du Carchi, sont en effet respectivement de 815 et 811 hommes pour 1000 femmes en 1982, ce qui représente à terme un facteur d'intensification de l'exode rural par l'accroissement des risques de célibat masculin qu'ils impliquent dans ces zones. L'autre phénomène remarquable de la composante migratoire réside dans l'importance relative (près d'un tiers des immigrants) du nombre d'individus provenant de l'extérieur des deux provinces, parmi lesquels la proportion de mouvements dus aux mutations et transferts au sein du secteur public est loin d'être négligeable.

Schéma 1 : Flux bruts de migrants selon la résidence antérieure au recensement de 1982, et populations de fait des ensembles dans la région Nord andine



* Reste Imbabura = province Imbabura - paroisse Ibarra

Source : Recensement 1982

Par contre il semble que les flux de sortie de la paroisse d'Ibarra soient majoritairement composés d'hommes comme l'indiquent les rapports de masculinité des natifs de la paroisse recensés dans celle-ci et les informations fournies par l'enquête migrations-emplois, avec cependant une très forte dispersion des directions : Quito capterait¹⁰ près de la moitié (46%) des émigrants, mais les deux tiers des émigrantes de la paroisse, qui semblent donc constituer la majeure partie des mouvements inter-urbains que l'on observe dans les résultats du recensement.

Le rôle de l'industrie manufacturière dans la génération des flux migratoires.

S'il est tout à fait vraisemblable que le processus de réforme agraire entamé au début des années soixante en "libérant" la main d'oeuvre des latifundios, a pu impulser la mobilité des populations rurales, la contraction des emplois qui s'est produite dans la branche industrie manufacturière aura également contribué de manière importante à l'alimentation des flux migratoires (tableau 5). Cette réduction d'emplois s'est produite en quasi totalité en milieu rural, les effectifs de la branche étant restés pratiquement stables à Ibarra.

(9) Pour la commodité de l'exposé on considèrera comme aire rurale l'ensemble constitué par les provinces du Carchi et de l'Imbabura (hors paroisse Ibarra).

(10) Ces indications proviennent d'un sous échantillon d'émigrants (254 individus) dans les ménages enquêtés à Ibarra.

Tableau 5 : Soldes des emplois par branches d'activité en Imbabura et Carchi par périodes (ensemble des deux sexes)

Branches d'activité	1962-1974	1974-1982	1962-1982
Agriculture	-2264	-5232	-7496
Industrie manufacturière	-5546	-2353	-7899
Services	+3939	+7099	+11038
Autres branches	+9303	+7299	+16602
Total	+5432	+6813	+12245
Population active en début de période	95521	100953	

Sources : Recensements 1962, 1974, 1982

L'information produite par les biographies migratoires exprime également cette contraction de l'emploi dans les activités industrielles, qui absorbaient de moins en moins fréquemment les sortants de la branche agricole¹¹ (tableau 6). Elles représentaient en zone rurale la principale possibilité de reconversion professionnelle sur place pour ceux qui quittaient l'agriculture (37,8 % des branches de destination à partir de l'agriculture dans ce cas contre 17,6 % pour l'ensemble des sortants de l'agriculture, tous lieux de résidence confondus).

Tableau 6 : Branches de seconde activité des sortants de l'agriculture par période de changement d'activité, tous lieux de résidence confondus (n = 256)

Branches	1920-60	1960-69	1970-79	1980-86	Total
Industrie	21,7	22,1	12,5	9,1	17,6
Construction	32,5	22,1	36,1	39,4	31,6
Services	22,9	19,1	20,8	21,2	21,1
Autres branches	26,9	36,7	30,6	30,3	29,7
	100	100	100	100	100

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra, MAG-ORSTOM, 1986

Pour les nouveaux actifs cette évolution est largement atténuée par l'accroissement progressif des aires urbaines comme lieu de première activité au cours du temps : la proportion d'actifs dans l'industrie manufacturière à l'entrée en activité passe de 25,9 % avant 1960 à 21 % durant la période 1970-86.

(11) 60,6 % des chefs de ménage non natifs d'Ibarra ont débuté leur vie active dans l'agriculture.

D'un mode de mobilité à un autre.

Au cours du temps on observe globalement une modification des modalités de transformation de la vie des individus, un passage progressif d'une reconversion professionnelle fréquente sur le même lieu de résidence¹² à une double mobilité associant déplacement spatial et changement de branche d'activité, surtout dans la population d'origine agricole¹³ (tableau 7).

Tableau 7 : Distributions des modalités des modifications intervenues dans la vie des immigrants à Ibarra, par périodes, à partir de la branche de première activité (n = 616)

Modalités	avant 1960	1960-69	1970-79	1980-86
Changement de branche d'activité dans le même lieu de résidence	34,4 (33,1)	30 (28)	23,1 (16,3)	13,8 (3,6)
Changement de lieu et conservation de la branche d'activité	33,9 (32,6)	30 (28)	28,6 (19,6)	40,4 (33,9)
Changement de branche et de lieu de résidence	31,7 (34,3)	40 (44)	48,4 (64,1)	45,7 (58,9)
	-----	-----	-----	-----
Ni=	100	100	100	100
	180	160	182	94

(*) : Les chiffres entre parenthèses représentent les changements opérés à partir de l'agriculture pour les périodes (< à 1964), (1965-69), (1970-79), (1980-86).

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra

Le poids croissant dans la période la plus récente, de la modalité conservant la branche d'origine à travers la migration est due en partie à l'expansion-décentralisation du secteur public, mais également - phénomène surprenant à priori¹⁴ à une recrudescence des migrations agricoles notamment vers la paroisse d'Ibarra.

On remarque en particulier que c'est autour du début des années soixante-dix que la mobilité des agriculteurs se transforme notablement, avec une forte croissance des migrations associées à une reconversion professionnelle. Les mécanismes prévalant jusqu'alors (reconversion des agriculteurs sur place dans l'artisanat ou migrations agricoles) et qui retenaient le potentiel migratoire dans les aires rurales (moyen de conservation d'un mode de vie communautaire ?) n'opèrent plus.

Ce nouveau modèle qui s'impose peu à peu, et qui "libère" ce potentiel migratoire à destination des aires urbaines, est très probablement associé à l'accentuation, à cette époque, du processus de dégradation relative du revenu rural moyen par rapport au revenu urbain¹⁵ (Gutierrez, 1984). Cela semble corroboré par les distributions des motivations apparentes à

(12) La mobilité spatiale dans l'enquête se définit au niveau du canton, unité administrative immédiatement supérieure à la paroisse.

(13) Il faut cependant garder à l'esprit que la nature même de l'échantillon réduit la portée de ces conclusions pour les périodes les plus récentes, du fait que l'on ne peut évidemment pas observer tous les individus dont la mobilité n'a pas encore abouti à Ibarra.

(14) L'échantillon étant numériquement faible il convient de rester prudent dans ces interprétations.

(15) Le rapport du revenu urbain moyen à celui du rural passe de 3,3 à 6,5 entre 1971 et 1983.

la réalisation des transformations des situations initiales par la double mobilité. Pour celle-ci, la recherche d'un accroissement des revenus représente la motivation la plus importante, surtout à partir de la branche agricole. On observe toutefois que cette cause est sensiblement plus importante dans le cas de simples reconversions professionnelles sur le lieu de résidence quelle que soit la branche de première activité. Dans nombre de cas il semble que cette cause de mobilité soit associée à l'initialisation du cycle familial (mariage).

Les retours à l'agriculture, quel que soit le numéro d'ordre de l'activité précédente, relativement importants jusqu'à la fin des années cinquante (37,8 % des mouvements inter-branches) ont également considérablement diminué (5,2 % des mouvements pour la période 1970-79), comme les entrées dans la branche agricole (branche de seconde activité) parmi les sortants des autres branches, qui passent de 31,4 % à 3,6 % pour les mêmes périodes.

Une précocité croissante de la mobilité ?

Bien que la nature de l'échantillon ne soit pas très adaptée à la résolution de ce type de question, on peut émettre certaines hypothèses sur ce sujet. Le calendrier du premier changement d'état (mobilité professionnelle et/ou mobilité spatiale) se serait sensiblement raccourci au fil du temps, la durée moyenne dans la première activité sur le même lieu de résidence passant de 16,3 ans pour les plus vieilles générations (âgées de plus de 50 ans en 1986) à 7,1 ans pour les plus jeunes (moins de 40 ans). La "mobilisation"¹⁶ de cette main d'oeuvre qui s'opérait en moyenne autour de 27 ans jusqu'à la fin des années cinquante, se réaliserait actuellement aux alentours de la vingtième année.

Cette réduction progressive du calendrier des sorties, qui concerne de plus en plus la mobilité spatiale se serait accompagnée d'un léger accroissement du nombre moyen d'étapes migratoires pré-urbaines, comme probablement d'une légère intensification de la mobilité inter-branches (tableau 8), ce qui aurait retardé l'arrivée de ces migrants dans les aires urbaines, de sorte que près de la moitié des reconversions professionnelles à partir de l'agriculture se trouvaient déjà réalisées lors de l'installation à Ibarra.

Tableau 8 : Nombre moyen de migrations réalisées à l'âge *i*, à partir du lieu de naissance, et nombres moyens de migrations et de branches d'activité selon l'âge actuel, parmi les non natifs d'Ibarra

Age actuel	Nombre moyen de migrations réalisées à l'âge <i>i</i>				Nombre moyen de migrations	Nombre moyen de branches d'activité
	20	25	30	35		
20-24	1,41				1,59	1,79
25-29	1,19	1,74			1,90	1,93
30-34	0,95	1,50	1,90		2,08	2,28
35-39	0,66	1,10	1,58		1,78	2,12
40-44	0,55	0,93	1,28	1,57	2,22	2,31
45-49	0,63	1,01	1,34	1,55	2,20	1,97
50-59	0,50	0,81	1,03	1,22	2,09	2,14
>60	0,45	0,66	0,78	0,92	2,06	1,97
Ensemble					2,03	2,10

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra

(16) On entend ici par mobilisation un changement de branche d'activité et/ou de lieu de résidence.

Avec la saturation des capacités d'expansion des branches d'activité non agricoles dans les aires rurales, il est tout à fait possible que se consolide ce mouvement de raccourcissement du calendrier de changement d'état dans celles-ci en même temps que se réorienteraient plus directement les flux migratoires vers les aires urbaines (Ibarra et Quito), sans que cela corresponde à une intensification notable de ces flux.

Deux branches essentielles dans les parcours professionnels : la construction et les services.

A la branche industrie manufacturière, qui auparavant absorbait en zone rurale une bonne partie des sortants de l'agriculture, s'est substituée, dans les aires urbaines la branche construction, qui remplit une fonction de "sas" en redistribuant progressivement ces immigrants vers les autres branches d'activité (tableau 9). Inversement, ainsi que l'on peut le constater, les nouveaux actifs non agricoles ont délaissé progressivement la branche construction au profit de celle des services.

Tableau 9 : Distribution des branches d'activité des sortants de l'agriculture et des nouveaux actifs par périodes, parmi les immigrants à Ibarra, tous lieux de résidence confondus

Périodes	Industrie	Construction	Services	Autres	Total
Avant 1960					
Ière activité non agricole	25,9	24,1	14,7	35,3	100
Sortants de l'agriculture	21,7	32,5	22,9	22,9	100
1970 - 1986					
Ière activité non agricole	21	16,3	32,6	30,1	100
Sortants de l'agriculture	11	37,5	21	30,5	100
Ensemble des périodes					
Ière activité non agricole	24,1	18,7	25,5	31,7	100
Sortants de l'agriculture	17,6 (37,8)*	31,6 (23,2)*	21,1	29,7	100

* Reconversions sur le même lieu de résidence, aire rurale

Source : Enquête migrations-emplois à Ibarra

Les données du recensement de 1982 concernant la sous population d'immigrants à Quito provenant des deux provinces Nord andines, mettent en évidence l'importance de la branche construction pour l'insertion professionnelle des arrivants les plus jeunes dans l'économie

quiténienne¹⁷, (tableau 10). Si l'on élabore, à partir de ces données, le parcours professionnel théorique d'un groupe de générations immigrantes fictives, âgées de 15 à 24 ans lors de leur arrivée à Quito¹⁸, on estime qu'au bout de 7 ans de résidence la proportion d'actifs dans la branche construction s'est réduite de 37 % (de 26,1 % à la durée 0 an de résidence à 16,4 % pour la durée 5-9 ans); tandis que la proportion d'actifs de la branche services passe de 21,6 % à 29,4 % durant ce laps de temps.

Tableau 10 : Branches d'activité des immigrants de l'ensemble des deux provinces nordiques, résidant depuis moins d'un an à Quito selon l'âge en 1982

Groupes d'âges	Industrie	Construction	Services*	Autres	Total
10 - 19	28,7	36,3	16,9	18,1	100
20 - 29	25	20,3	32,3	22,4	100
30 - 49	19,8	17,4	45,1	17,7	100
50 et +	24,6	19,1	33,9	22,4	100
Ensemble des actifs de Quito	22,1	14	32,5	31,4	100

* Conscrits exclus

Source : Recensement 1982

En ce qui concerne l'immigration féminine en zone urbaine et plus particulièrement à Quito, pour laquelle nous disposons des mêmes informations désagrégées que pour la population masculine, ce processus est beaucoup plus net. La sous-branche "services domestiques" représente la modalité quasi exclusive d'insertion professionnelle des arrivantes les plus jeunes, surtout pour celles qui ont une origine rurale¹⁹. En effet, 88,8 % des immigrantes actives de moins de vingt ans provenant de la région Nord andine, sont employées dans cette sous- branche durant leur première année de résidence dans la capitale du pays.

Leur itinéraire professionnel se réalise donc essentiellement à partir de cette sous-branche, qui constitue un "sas" vers les autres activités et notamment le reste de la branche "services". L'estimation que l'on peut faire des transferts progressifs entre les diverses branches, d'un groupe d'immigrantes fictives âgées de 15 à 24 ans lors de leur arrivée à Quito, indique une très forte et très rapide déperdition de cette sous-branche qui perdrait les deux tiers de ses effectifs initiaux au bout de sept ans de résidence (l'importance relative des services domestiques dans la structure des activités passe de 76,4 % à 25 % durant ce laps de temps).

Il faut toutefois souligner la spécificité du marché du travail quiténien, dans lequel on observe une forte sur-représentation de la sous-branche "services domestiques" par rapport à l'ensemble des aires urbaines de la région andine, où l'importance relative des activités commerciales réduit sensiblement le poids de cette sous-branche.

(17) La majeure partie d'entre eux avait déjà une expérience professionnelle avant d'effectuer cette migration selon les données du module émigrants de l'enquête migrations-emplois.

(18) L'estimation consiste surtout à réaffecter les conscrits entre les diverses branches d'activité, sous l'hypothèse que chaque génération suit un itinéraire professionnel identique.

(19) Toutes durées de résidence à Quito et de groupes d'âges confondus, la sous-branche "services domestiques" emploie 40,4 % des actives provenant des aires rurales contre 29,5 % de celles qui immigreront de la paroisse d'Ibarra.

Vers une transformation des modalités traditionnelles d'insertion des immigrants en milieu urbain ?

La politique d'ajustement structurel mise en place depuis quelques années dans le contexte d'aggravation de la crise économique, s'est traduite par un net ralentissement de l'expansion du secteur public dont le rythme de croissance en terme d'emplois s'élevait à 7,3 % durant la dernière décennie. En 1982, ce secteur employait 22,9 % de la main d'oeuvre dans les aires urbaines au niveau national (30,3 % à Ibarra, 25,3 % à Quito), ce qui représentait 37,6 % de l'emploi salarié de celles-ci. L'expansion-décentralisation de ce secteur a largement contribué entre le début des années soixante-dix et le milieu des années quatre-vingt, à absorber aussi bien les nouveaux actifs que les transfuges des autres branches d'activité²⁰. Elle a également favorisé l'intensification des échanges migratoires inter-urbains, largement dominés par les flux entre Quito et les villes secondaires.

Le blocage du taux de croissance de ce secteur, conjugué avec la stagnation, voire la réduction récente des activités de la branche construction, pourrait se traduire par un tassement du volume de ces flux, une réorientation des échanges inter-branches au profit du secteur privé de la branche services et du commerce, et par un accroissement des flux pendulaires, expressions du développement des doubles activités dans les stratégies de survie des groupes familiaux.

Dans ce contexte, le dynamisme démographique de la capitale régionale pourrait se maintenir, soutenu en partie par le développement de son agriculture péri-urbaine qui permettrait d'y retenir ses immigrants provenant des aires rurales de la région, tout en servant de support aux migrations pendulaires à destination principalement de Quito. C'est ce que laissent présager les quelques informations fragmentaires concernant la période 1980-86, durant laquelle on observe une recrudescence sensible de l'immigration agricole²¹ dans les flux d'arrivée à Ibarra.

(20) L'attrait qu'exercent les emplois urbains et notamment ceux du secteur public est dû en bonne partie -selon une enquête menée à Quito et Guayaquil (CEPAR, 1985)- à l'accès au système de prestations sociales qu'ils incluent (tout au moins dans le secteur moderne).

(21) Le taux de rétention qui exprime la proportion des actifs conservant leur branche d'activité d'origine à travers la migration s'élève globalement à 66,2 % en 1980-86 (51,5 % dans l'agriculture ; 72,7 % dans l'industrie) alors qu'il se situait auparavant entre 50 et 55 % durant toutes les périodes (32,8 % et 22 % dans l'agriculture respectivement en 1965-74 et 1975-79).

BIBLIOGRAPHIE

BARREIROS (L), KOUWEENAR (A), TEEKENS (R), VOS (R), 1987.- Ecuador : teoria y disenio de politicas para la satisfaccion de las necesidades basicas. ISS-OIT, IES, Pays-Bas.

BILSBORROW (R), FULLER (R), 1985. - Some preliminary results from the 1977-1978 migration survey in Ecuador. Carolina Population Center, University of North Carolina at Chapel Hill.

Centro Andino de Accion Popular (CAAP), 1985. - Migraciones y migrantes, revista Ecuador Debate N°8, Quito. 1986. - Empleo y reproduccion social, revista Ecuador Debate N°11, Quito.

Centro de Estudios y Paternidad Responsable (CEPAR), 1985. - Inmigracion a Quito y Guayaquil, estudio de casos, Quito. 1986 - Migraciones internas en el Ecuador, Quito.

CHIRIBOGA (M), 1984. - Ecuador agrario, editorial El Conejo, Quito.

FAO-CEPAL, 1985. - Lineamiento de la politica para el desarrollo cientifico y tecnologico del sector rural. mimeo, CONACYT, Quito.

GUTTIERREZ (A), 1984. - Ecuador : salarios, empleo e ingresos. ISS-PREALC, Quito.

Instituto Nacional de Estadisticas y Censos (INEC). Censos de poblacion, 1974, 1982, Quito.

LE CHAU y otros, 1986. - Investigacion agraria y crisis. Corporacion Editorial Nacional, Quito.

LE CHAU, 1986. - Estudio agroeconomico para la regionalizacion agricola, mimeo, MAG-ORSTOM, Quito.

MARTINEZ (L), 1985. - Articulacion mercantil de las comunidades indigenas en la sierra ecuatoriana. Economia politica del Ecuador, editorial CEN, Quito.

LES DOSSIERS DU CEPED

La collection des *Dossiers du CEPED* est une collection de "documents de travail" destinée à accueillir des articles scientifiques se rapportant au domaine de la population et du développement.

Aucune condition n'est posée quant à l'origine ou l'organisme d'appartenance des auteurs. *Les Dossiers du CEPED* sont prévus pour une diffusion limitée mais rapide et "ciblée", en fonction du sujet traité. Ces articles ont vocation à être publiés également, en totalité ou en partie, sous la même forme ou sous une forme modifiée, dans des revues internationales. Aucune autorisation préalable n'est donc à demander au CEPED pour une nouvelle publication.

Les auteurs intéressés sont invités à envoyer au CEPED un texte, rédigé en français, de 15 à 50 pages dactylographiées sur papier blanc 21 x 29,7 cm, marges de 2,5 cm sur le pourtour, prêtes à être reproduites telles quelles (bonne qualité d'impression et taille des caractères suffisante pour une réduction à 16 x 24 cm). Il est souhaité que la pagination figure en haut (numéros impairs sur la droite, numéros pairs sur la gauche). En tête de l'article, après la page de titre, doit obligatoirement figurer un résumé en français accompagné des mots-clés, ainsi que la traduction du titre, du résumé et des mots-clés en anglais. Si l'article concerne un pays ni francophone, ni anglophone, il est souhaitable de faire figurer également les mêmes éléments dans la langue du pays. L'envoi simultané d'une disquette enregistrée sur traitement de texte, avec les précisions techniques nécessaires, est souhaité mais non obligatoire. Les auteurs conservent la responsabilité de la présentation et du contenu du texte qu'ils ont envoyé.

Le projet d'article reçu est soumis à deux lecteurs, intérieurs ou extérieurs au CEPED. Celui-ci peut en conséquence l'accepter ou le rejeter pour des raisons de forme ou de fond, ou encore demander des modifications. Il se réserve la possibilité d'effectuer lui-même des corrections de forme, ainsi que le regroupement de plusieurs articles dans le même numéro des *Dossiers*. Les matériaux reçus ne sont pas renvoyés à leurs auteurs, qui sont donc invités à en conserver le double.

Chaque auteur recevra 25 exemplaires du numéro contenant son (ou ses) article(s), s'il y a un seul auteur et 15 exemplaires par auteur s'il y en a plusieurs.

Les présentes instructions remplacent celles qui ont pu paraître antérieurement. Elles sont réputées être modifiables à tout moment en fonction des nécessités nouvelles.

PARU PRECEDEMMENT DANS LES DOSSIERS DU CEPED

N° 1 - CLAIRIN (Rémy), GENDREAU (Francis) - 1988 - La connaissance des effectifs de population en Afrique. Bilan et évaluation. Hommage à Rémy Clairin.

N° 2 - GUBRY (Patrick), Mpembele SALA DIAKANDA - 1988 - Politiques africaines en matière de fécondité : de nouvelles tendances.

N° 3 - LOCOH (Thérèse) - 1988 - La fécondité en Afrique Noire : un progrès rapide des connaissances, mais un avenir encore difficile à discerner.

N° 4 - CHASTELAND (Jean-Claude) - 1988 - Etat et besoins de la recherche démographique dans la perspective des recommandations de la conférence de Mexico et de ses réunions préparatoires.

N° 5 - GUBRY (Patrick) - 1988 - Rétention de la population et développement en milieu rural : A l'écoute des paysans mafa des monts Mandara (Cameroun).

N° 6 - LOCOH (Thérèse) - 1989 - Les politiques de population en matière de fécondité dans les pays francophones : l'exemple du Togo.

N° 7 - GENDREAU (Francis), CANTRELLE (Pierre) - 1989 - Prospective des déséquilibres mondiaux. Démographie et santé.

Composition : CEPED

**Reproduit par INSTAPRINT S.A.
1, levée de la Loire - LA RICHE
B.P. 5927 - 37 059 TOURS Cedex
Tél. : 47 38 16 04**

Dépôt légal 4ème trimestre 1989



CEPED
15, rue de l'École de Médecine
75270 PARIS Cedex 06
Tél. : (1) 46 33 99 41

Photo de couverture : écorce battue,
art Mangbetu (Zaire oriental).
Reproduit avec l'aimable autorisation
du Musée Royal de l'Afrique Centrale
(Tervuren, Belgique).
Maquette : Marie-Agnès BRAY, ORSTOM

